



#FrigoVide

Carte Blanche Collective

UNE DÉFERLANTE DANS L'AIDE ALIMENTAIRE : L'URGENCE QUE PERSONNE NE VEUT VOIR

En ce début d'année 2026, une déferlante frappe les services sociaux. Partout en Belgique, des milliers de personnes affluent vers les CPAS. Depuis le 1^{er} janvier, la première vague des quelque 180 000 personnes exclues du chômage se présente aux guichets des permanences sociales.

Les travailleurs sociaux croulent sous les dossiers et les délais de traitement s'allongent. Pendant ce temps, des milliers de personnes se retrouvent sans revenu et n'ont pas d'autres choix que de recourir à l'aide alimentaire. Même pour ceux qui auront finalement droit à des aides sociales, la situation restera précaire et, pour beaucoup, le besoin d'aide alimentaire s'installera dans la durée.

Les anciens chômeurs viennent s'ajouter aux profils déjà bien présents dans les files : bénéficiaires du revenu d'intégration, travailleurs précaires, étudiants, familles monoparentales, personnes malades, personnes isolées, petits pensionnés... Tous ont un point commun : vivre avec un frigo vide dans un pays pourtant riche.

Une précarité qui explose depuis des années

L'aide alimentaire est au bout de la chaîne de la solidarité. Elle arrive quand les personnes vivent sous le seuil de pauvreté et sont déjà au plus bas.

En Belgique, ce ne sont pas moins de 600 000¹ personnes qui y ont recours. Ce nombre augmente depuis des décennies : +30 % depuis la période pré-Covid.

Pendant que les besoins s'intensifient, les protections sociales s'érodent. Les réformes socio-économiques successives sont menées sans tenir compte de leurs conséquences sur les plus vulnérables. Elles frappent durement celles et ceux qui sont déjà les plus fragiles : familles monoparentales, femmes, futurs retraités, jeunes sans expérience professionnelle, etc.

Selon un récent rapport de l'IWEPS, en Wallonie, 14 % des femmes déclarent avoir dû se priver de manger pour nourrir un enfant ou un proche². Que représentera ce chiffre en 2026 ?

¹ <https://www.fdess.be/fr/caa/laide-alimentaire-en-belgique/>

² <https://isadf.iweps.be/index.php?action=indicateur&indicateur=07&type=1&droit=02>

#FrigoVide : trop, c'est trop

Face à cette situation, les bénévoles et travailleurs de terrain de l'aide alimentaire s'épuisent. Ils bricolent et improvisent pour répondre tant bien que mal aux demandes qui ne cessent d'affluer.

C'est pour porter leur cri d'alerte qu'a été lancé le mouvement #FrigoVide.

Aujourd'hui, les frigos sont vides : ceux des bénéficiaires, mais aussi ceux des services censés les aider.

L'aide alimentaire est peu soutenue par les pouvoirs publics et une grande partie de ces financements a été réduite ou supprimée. Le gouvernement fédéral, qui finançait l'achat de produits essentiels à hauteur de 27 millions d'euros en 2025, a diminué ce budget à 15 millions en 2026.

Comment répondre à l'urgence sociale quand les moyens fondent au moment-même où la demande explose ?

Se nourrir est un droit humain fondamental, pas un privilège !

Pourtant, l'État abandonne sa responsabilité, laissant des services locaux submergés et des associations dépassées porter seuls ce qui devrait relever de la solidarité nationale.

Nos revendications : pour un droit effectif à l'alimentation

Vaincre la pauvreté est un choix de société ! Nous appelons à :

1. Garantir le droit à l'alimentation : offrir à la population les conditions pour que chacun et chacune ait les moyens de satisfaire, dans la dignité, ses besoins essentiels, notamment se nourrir.

2. Soutenir et accompagner les personnes les plus vulnérables : ce qui implique de donner aux travailleurs sociaux et aux bénévoles de l'aide alimentaire et du secteur social-santé plus largement, les moyens d'accomplir leurs missions.

3. Donner aux structures d'aide alimentaire les moyens de faire face à l'urgence actuelle : financer l'achat de produits alimentaires adaptés, soutenir les plateformes logistiques et d'approvisionnement qui aident les organisations sur le terrain, distribuer des chèques alimentaires aux populations concernées afin de leur permettre de s'approvisionner directement dans les commerces.

Personne ne devrait avoir à choisir entre se chauffer, se soigner et se nourrir. Nourrir sa famille ne devrait jamais dépendre d'une place dans une file.

L'accès à une alimentation de qualité est un droit humain fondamental. Ce n'est pas une variable d'ajustement économique. Nous appelons les gouvernements à faire de l'alimentation une priorité et à agir à la hauteur des enjeux.

Signataires (récolte des signatures en cours, déjà plus de 100 organisations signataires)